

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

PROJET DE LOI 71 :

Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale



À tous les parlementaires pour l'étude du projet de loi 71 article par article :
notes complémentaires à la suite de l'audience du 9 octobre 2024
de l'Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration
des personnes handicapées.

21 octobre 2024

ÉVOLUTION CONCEPTUELLE ET PROJET DE LOI NUMÉRO 71

UNE ÉVOLUTION CONCEPTUELLE À TENIR COMPTE



Pendant longtemps on a envisagé le handicap comme étant intrinsèque à l'individu. Dans cette conception biomédicale, le handicap de la personne est lié aux caractéristiques personnelles de celle-ci. Ce modèle a fait l'objet de nombreuses critiques et cela a conduit à une évolution conceptuelle que l'on doit tenir compte.

Ainsi, aujourd'hui, le Québec a endossé le Modèle de développement humain – Processus de production du handicap (MDH-PPH)¹ notamment dans le cadre de la Politique gouvernementale pour accroître la participation sociale des personnes handicapées, **À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité**. Plusieurs cadres de référence de différents ministères s'y réfèrent.

D'ailleurs, depuis 2004, la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale a changé la définition de « personne handicapée » pour s'inscrire dans la logique du MDH-PPH et a donné le devoir à l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) de faire la promotion d'un tel modèle (article 25 d.1).

Selon ce modèle, lequel constitue un changement de paradigme majeur, la situation

de handicap ou, inversement, la situation de participation sociale est le résultat des interactions entre les caractéristiques d'une personne et son environnement. Ainsi, les facteurs environnementaux peuvent jouer un rôle d'obstacle à la participation sociale (facteurs handicapants) ou de facilitateurs (facteurs qui facilitent la participation sociale).

PROJET DE LOI NO 71



La Loi sur l'aide aux personnes et aux familles a grandement évolué dans le temps. L'un des grands changements fut de remplacer la notion de « personne inapte au travail » par celle de « personne présentant des contraintes sévères à l'emploi ». La notion de personne inapte au travail ramenait la situation de handicap pour l'emploi aux seules caractéristiques de la personne sur la base d'un diagnostic médical. Or, la notion de « contrainte sévère à l'emploi » a permis de ne pas s'en tenir qu'aux caractéristiques personnelles de l'individu, mais de les mettre en relation avec l'inadéquation de l'environnement. Ainsi, une personne avec certaines caractéristiques peut rencontrer des contraintes sévères à l'emploi parce que l'environnement physique et social de l'emploi est mal adapté à sa situation.

Avec la publication récente du *Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029*, le gouvernement s'est engagé à réviser la notion de contrainte sévère à l'emploi. Plus précisément on voulait corriger le fait « [qu'une] contrainte à l'emploi au régime d'assistance sociale est déterminée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à la suite d'un diagnostic établi par un médecin ou par une infirmière praticienne spécialisée.

Or, certaines problématiques pouvant limiter la capacité des personnes à développer leur employabilité sont difficilement associées à un

¹ www.ripph.qc.ca

diagnostic médical. Il est donc proposé de revoir la notion de contrainte afin de mieux répondre aux besoins des personnes dont les incapacités sont liées à la santé mentale ou à des problématiques complexes de nature psychosociale sans diagnostic précis.

Conséquemment, il est suggéré que les notions de contraintes à l'emploi soient modernisées pour les centrer davantage sur les obstacles rencontrés. Pour mettre en œuvre ce changement important, il est également proposé de reconnaître l'expertise d'autres professionnels de la santé (ex. : psychologues, travailleuses sociales et travailleurs sociaux) pour établir l'existence d'une contrainte. En plus de faciliter le processus pour les demandeurs, ce changement permettrait non seulement de tenir compte des contraintes de nature médicale, mais également d'améliorer la reconnaissance des contraintes de nature psychosociale. »

L'intention est bonne et elle ouvre à une évaluation plus globale à d'autres disciplines que la médecine. Cependant, dans le projet de loi no 71, on s'est trompé de cible puisque « contrainte sévère à l'emploi » fait déjà référence à la relation entre les caractéristiques personnelles et les conditions d'accès et modalités de soutien dans un emploi spécifique. Le problème à corriger était que cette notion n'était pas opérationnalisée en référant uniquement à un diagnostic médical. Ceci est en partie corrigé par l'ouverture multidisciplinaire du projet de loi sans toutefois spécifier que les facteurs contextuels d'exigences de l'emploi devaient faire partie de l'évaluation.

Le tout est par ailleurs aggravé par l'introduction de la notion de « contrainte sévère de santé ». D'ailleurs, que nulle part dans le *Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029* on ne parle de remplacer cette notion par « contrainte de santé ». **C'est la notion de contrainte qui méritait d'être clarifiée.**

Mais l'interprétation ultérieure avec le projet de loi a été de conserver « contrainte » et de référer uniquement à la santé.

Cela est en quelque sorte un retour au modèle biomédical mettant la responsabilité sur la personne et non sur la relation entre les facteurs personnels et les facteurs contextuels du travail qui déterminent l'exclusion ou l'accès au travail.

C'EST UN REcul POUR NOTRE SOCIÉTÉ DANS LA VISION DU HANDICAP QUI NOUS RAMÈNE AU MOINS 30 ANS EN ARRIÈRE

RECOMMANDATION



En conséquence, l'Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH) et le Réseau international sur le Processus de production du handicap (RIPPH) recommandent aux parlementaires de **maintenir la notion de « contrainte sévère à l'emploi » tout en précisant que la contrainte que peut rencontrer la personne est liée à l'inadéquation de l'environnement physique ou sociale des emplois par rapport aux caractéristiques de l'individu.**



L'**AQRIPH** a pour mission de promouvoir les intérêts et de défendre les droits des personnes handicapées et de leurs proches.

Elle est formée de 17 regroupements régionaux qui eux, rassemblent plus de 400 organismes de personnes handicapées et de proches sur tout le territoire québécois.

Isabelle Tremblay, directrice de l'AQRIPH

Le **RIPPH** est un organisme à but non lucratif basé au Québec (Canada) qui a été fondé en 1986. L'organisme œuvre dans le domaine du handicap et de la réadaptation. Toutes les activités du RIPPH sont basées sur le Modèle de développement humain – Processus de production du handicap (MDH-PPH), un modèle dédié à la compréhension et l'amélioration de la qualité de vie des personnes ayant des déficiences ou des incapacités.

*Patrick Fougeyrollas,
conseiller scientifique du RIPPH*